

Le Pentagone investit dans les sciences sociales

par Nafeez Mosaddeq Ahmed

À la fin de la Guerre froide, un scandale secoua les universités états-uniennes : de célèbres enseignants et leurs laboratoires de recherche étaient secrètement financés par le Pentagone. D'une part, leurs avis d'experts étaient corrompus, d'autre part leurs recherches étaient orientées vers des applications militaires. Cette époque est de retour : le Pentagone est aujourd'hui le principal sponsor en sciences sociales aux États-Unis. Il cherche prioritairement à comprendre la manière dont les citoyens s'engagent dans un mouvement politique et espère pouvoir ainsi les manipuler à volonté.

RÉSEAU VOLTAIRE | 20 JUIN 2014



Un programme de recherche du département de la Défense US (DoD) finance la modélisation par les universités de la dynamique (risques et points de basculement) de troubles civils à grande échelle à travers le monde, sous la supervision de diverses agences militaires états-uniennes. Le programme —plusieurs millions de dollars— a pour but de développer à court et long terme une « *appréhension militaire* » des problématiques de politique commune de Défense, à l'usage des hauts fonctionnaires et décideurs, et d'éclairer les politiques mises en œuvre par les

commandements militaires.

Lancée en 2008 —année du déclenchement de la crise bancaire mondiale—, la DoD '*Minerva Research Initiative*', en partenariat avec les universités, a pour but de « *renforcer la compréhension par le département de la Défense des forces sociales, culturelles, comportementales et politiques qui sous-tendent les régions du monde d'importance stratégique pour les États-Unis* ».

Parmi les projets retenus pour la période 2014-2017, on trouve une étude de l'université Cornell dirigée par le service de la Recherche scientifique de l'US Air Force qui vise à développer un modèle empirique de « *dynamique de la mobilisation et de la contagion d'un mouvement social* ». Il s'agit de déterminer la « *masse critique (seuil de basculement)* » de la contagion sociale par l'étude des « *traces numériques* » dans les cas de « *la révolution égyptienne de 2011, des élections russes à la Douma de 2011, de la crise d'approvisionnement en fioul au Niger en 2012, et du mouvement de protestation du parc Gazi en Turquie en 2013* ».

Les messages et les conversations sur *Twitter* seront examinés pour « *identifier quels sont les individus mobilisés dans une contagion sociale, et quand ils se sont mobilisés* ».

Un autre projet retenu cette année à l'université de Washington « *cherche à découvrir dans quelles conditions naissent les mouvements politiques visant un changement politique et économique à grande échelle* ». Le projet, dirigé par le service de Recherche de l'armée de terre US, est centré sur « *les mouvements de grande ampleur mettant en cause plus de 1 000 participants engagés dans une action durable* » et devrait couvrir 58 pays au total.

L'an dernier, la *Minerva Research Initiative* du département à la Défense a financé un projet intitulé « *Qui ne devient pas terroriste, et pourquoi ?* », projet qui met pourtant dans le même sac militants pacifiques et « *partisans de la violence politique* » ne différant des terroristes qu'en ce qu'ils ne se lancent pas eux-mêmes dans le « *militantisme armé* ». Le projet vise explicitement l'étude des militants non violents : « *Dans n'importe quel contexte il se trouve nombre d'individus qui partagent les mêmes conditions familiales,*

culturelles et/ou socio-économiques que ceux déterminés à s'engager dans le terrorisme, et qui, même s'ils ne vont pas jusqu'à l'engagement armé, éprouvent de la sympathie pour les buts des groupes armés. Le champ des études sur le terrorisme n'a pas, jusqu'il y a peu, pris en compte l'étude de ce groupe témoin. Ce projet ne concerne pas les terroristes, mais les sympathisants de la violence politique. »

Chacune des 14 études de cas du projet « *met en œuvre des entretiens approfondis avec plus de 10 activistes et militants de partis ou d'ONG qui, bien que favorables à des causes radicales, ont choisi la voie de la non-violence* ».

J'ai pris contact avec la principale chercheuse du projet, le professeur Maria Rasmussen de la *US Naval Postgraduate School*, pour lui demander pourquoi les militants non-violents travaillant pour des ONG devaient être assimilés à des partisans de la violence politique —et quels « *partis et ONG* » faisaient l'objet de l'enquête— mais n'ai pas reçu de réponse.

De même, le personnel du programme *Minerva* a refusé de répondre à une série de questions similaires que je leur ai posées, en particulier comment les « *causes radicales* » promues par des ONG pacifistes pouvaient constituer une menace potentielle pour la sécurité nationale intéressant le département de la Défense.

Parmi mes questions :

« Le département de la Défense US considère-t-il les mouvements de protestation et le militantisme social en différents points du monde comme une menace pour la sécurité nationale des États-Unis ? Si oui, pourquoi ? Militantisme, contestation, mouvements politiques, et bien sûr ONG, sont des éléments essentiels à la bonne santé de la société civile et de la démocratie ; pourquoi le département de la Défense subventionne-t-il de la recherche autour de tels enjeux ? »

La directrice du programme *Minerva*, le docteur Erin Fitzgerald, m'a répondu : « *Je comprends vos préoccupations et je suis heureuse qu'en nous contactant vous nous donniez l'occasion d'une clarification* », avant de promettre une réponse plus détaillée.

Au lieu de cela, j'ai reçu du service de presse de la Défense l'insipide déclaration que voici :

« *Le département de la Défense prend au sérieux son rôle dans la sécurité des États-Unis, de ses citoyens, et de ses alliés et partenaires. Même si tous les défis de sécurité ne provoquent pas de conflit, même si chaque conflit n'implique pas l'armée états-unienne, Minerva contribue au financement de la recherche fondamentale en sciences sociales, et cette contribution accroît la compréhension qu'a le département de la Défense des causes de l'instabilité et de l'insécurité dans le monde. Grâce à cette meilleure compréhension des conflits et de leurs sources, le DoD est mieux à même de se préparer à l'environnement sécuritaire de demain.* »

En 2013, *Minerva* a subventionné un programme de l'université du Maryland, en collaboration avec le *Pacific Northwest National Laboratory* du ministère de l'Énergie visant à évaluer les risques de troubles civils liés au changement climatique. Ce programme d'1,9 million de dollars sur trois ans développe des modèles anticipant ce qui pourrait arriver aux sociétés suivant différents scénarios de changement climatique.

Dès le départ, il a été prévu que le programme *Minerva* fournirait plus de 75 millions de dollars sur cinq ans à la recherche en sciences sociales et comportementales. Pour cette seule année en cours, le Congrès US lui a alloué un budget total de 17,8 millions de dollars.

Un e-mail interne d'un membre du personnel de *Minerva*, cité dans un mémoire de Master de 2012, révèle que le programme est orienté vers la production de résultats rapides qui soient directement applicables aux opérations de terrain. Le mémoire en question faisait partie d'un projet subventionné par *Minerva* à l'université d'État de l'Arizona, sur « *le discours musulman contre-révolutionnaire* ».

L'e-mail interne du professeur Steve Corman, principal responsable du programme, relate une réunion organisée par le programme du DoD, *Human Social Cultural and Behavioural Modeling* (HSCB), au cours de laquelle des officiers supérieurs du

Pentagone ont fait état de leur priorité à « *développer des capacités pouvant être mises en œuvre rapidement* » sous la forme de « *modèles et outils directement intégrables à leurs interventions* ».

Bien que le Dr Harold Hawkins, contrôleur du service de recherche navale, ait donné dès le départ l'assurance aux chercheurs universitaires que le projet était pour l'essentiel « *un effort de recherche fondamentale, de sorte que nous ne serions pas préoccupés de fabriquer des trucs ou des machins appliqués* », la réunion montre qu'en réalité le DoD est à la recherche de « *résultats substantiels* » sous forme d'« *applications* », écrit Corman dans son e-mail. Il a conseillé à ses chercheurs de « *réfléchir à des résultats de mise en forme, des rapports, etc., afin qu'ils [ceux du DoD] voient clairement leur demande d'outils de terrain aboutir* ».

Nombre de chercheurs indépendants critiquent ce qu'ils considèrent comme les efforts du gouvernement états-unien pour militariser les sciences sociales au service de la guerre. En mai 2008, l'*American Anthropological Association* (AAA) a écrit au gouvernement des États-Unis que le Pentagone n'a pas « *le genre d'infrastructure pour une évaluation de la recherche anthropologique [et autres sciences sociales]* » qui permette « *un examen par les pairs à la fois rigoureux, équilibré et objectif* », appelant à ce qu'une telle recherche soit plutôt gérée par des agences civiles comme la *National Science Foundation* (NSF).

Le mois suivant, le département de la Défense a signé un protocole d'accord avec la NSF sur une cogestion de *Minerva*. En réponse, l'AAA a averti que bien que les propositions de recherche fussent être désormais évaluées par les comités d'examen de la NSF, « *ce seraient les officiers du Pentagone qui auraient le pouvoir de nomination aux sièges de ces comités* ».

« *... Il reste cette inquiétude au sein de la discipline que la recherche ne soit financée que quand elle appuiera le programme du Pentagone. D'autres critiques du programme, émanant en particulier du Réseau des anthropologues responsables, ont objecté que le programme allait décourager la recherche dans d'autres domaines importants, et compromettre le rôle de l'université*

comme lieu de discussion et de critique indépendantes au sujet de l'armée. »

Selon le Dr David Price, anthropologue de la culture à l'université St-Martin, de Washington, auteur de *Weaponizing Anthropology : Social Science in Service of the Militarized State* (L'armement de l'anthropologie : les sciences sociales au service d'un État militarisé), « *quand vous prenez un par un la plupart de ces projets, tout cela a l'air d'une science sociale normale : analyse textuelle, recherche historique, etc. ; mais quand vous les additionnez, ils partagent tous cette même lisibilité avec toutes les distorsions d'une simplification excessive. Minerva sous-traite 'à la pièce' ses finalités globales d'une manière permettant à chacun de dissocier sa propre contribution du projet total. »*

Le professeur Price a déjà montré comment le programme du Pentagone *Human Terrain Systems* (HTS) —conçu pour incorporer les spécialistes des sciences sociales dans les opérations militaires de terrain— menait habituellement ses entraînements dans des régions « *aux États-Unis* ». Citant un résumé critique du programme envoyé aux directeurs de l'HTS par un ancien employé, Price rapporte que les entraînements HTS « *adaptaient le projet COIN [counterinsurgency (anti-insurrection)] conçu pour l'Afghanistan et l'Irak* » aux situations intérieures « *aux USA, où les populations locales étaient vues d'un point de vue militaire comme menaçant l'équilibre établi du pouvoir et de l'autorité, et défiant la loi et l'ordre* ».

“Il y a un jeu de guerre, a déclaré Price, qui met en scène des militants de l'environnement protestant contre une pollution engendrée par une centrale à charbon près du Missouri, dont certains étaient membres de la fameuse ONG environnementale Sierra Club. Les participants étaient chargés de distinguer ceux qui étaient des 'porteurs de solutions', ceux qui étaient des 'auteurs de troubles', et le reste de la population, vouée à devenir la cible d'opérations d'information, afin de faire bouger son centre de gravité vers cet ensemble de perspectives et de valeurs constituant le 'terminus souhaité' de la stratégie de l'armée.”

Ces jeux de guerre sont en phase avec toute une série de

documents de planification du Pentagone, qui suggèrent que la surveillance de masse de la *National Security Agency* (NSA) est en partie motivée par la préparation à la déstabilisation que provoquera la survenue des chocs environnemental, énergétique et économique.

Le professeur James Petras, titulaire de la chaire Bartle de sociologie à l'université Binghamton de New York, rejoint les préoccupations de Price. Les chercheurs en sciences sociales subventionnés par *Minerva* et rattachés aux opérations anti-insurrectionnelles du Pentagone sont impliqués dans « *l'étude des émotions provoquées par l'exacerbation ou la répression des mouvements idéologiques* », dit-il, y compris « *la neutralisation des mouvements issus de la base* ».

Minerva est un excellent exemple de la nature profondément bornée et vouée à l'échec de l'idéologie militaire. Pire encore, le refus des responsables du DoD de répondre aux questions les plus élémentaires est symptomatique de ce simple fait : dans leur inébranlable mission de défense d'un système mondial de plus en plus impopulaire au service des intérêts d'une infime minorité, les agences de sécurité n'ont aucun scrupule à nous dépeindre, nous le reste du monde, comme de potentiels terroristes.

Nafeez Mosaddeq Ahmed

Traduction
Dominique Gerin

Source
The Guardian (Royaume-Uni)

Source : « Le Pentagone investit dans les sciences sociales », par Nafeez Mosaddeq Ahmed, Traduction Dominique Gerin, The Guardian (Royaume-Uni), *Réseau Voltaire*, 20 juin 2014, www.voltairenet.org/article184368.html